

Lundi, le 27 juillet 2009

Excellence Monsieur le Président de la République du Niger,

C'est par souci pour le bien du Niger et de ses citoyens que nous, Sections Nationales de Transparency International (TI), l'organisation de la Société Civile à la tête du mouvement mondiale de la lutte contre la corruption, vous adressons la présente.

La crise politique récente au Niger par rapport au processus de réforme constitutionnelle est un sujet qui nous inquiète, de la même manière qu'elle inquiète les défenseurs nationaux et internationaux de la Démocratie et de l'Etat de droit.

Vos efforts pour obtenir un référendum national sur le changement de la Constitution nigérienne devant vous permettre de briguer un troisième mandat consécutif ont été déclarés anticonstitutionnels et contraire à votre serment présidentiel par la Cour Constitutionnelle de votre pays. De plus, vos tentatives ne reçoivent pas le soutien du Parlement et ont été fortement critiquées par les Organisations de la Société Civile et les principaux syndicats nigériens.

Votre réponse à cette résistance interne, en prenant des pouvoirs d'urgences, en dissolvant le Parlement et la Cour Constitutionnelle et en prévoyant un référendum pour le 4 août 2009 a alarmé de nombreux pays, ainsi que le Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-Moon, l'Union Africaine et la CEDEAO.

Excellence Monsieur le Président de la République du Niger,

Nous, Sections Nationales de Transparency International, nous joignons à ce groupe pour condamner de telles actions qui risquent de miner l'Etat de Droit, d'entraîner des abus de pouvoir politique à des fins privées et qui menacent la santé des institutions démocratiques dans votre pays.

Un système judiciaire indépendant et honnête, qui protège les principes et valeurs démocratiques qui sont ancrées dans votre Constitution, est indispensable à la Démocratie et la stabilité sociale. De plus, des élections libres, indépendantes et transparentes sont vitales pour combattre la corruption politique et garantir les droits et libertés de base des électeurs. Dans l'état actuel des choses, les citoyens de votre pays ne peuvent plus compter sur aucun de ces bastions démocratiques.

C'est sur la base de ces considérations que nous vous invitons vivement à prendre des mesures urgentes, mais légales et démocratiques, pour faire face à la crise politique de votre pays.

Dès lors, nous vous demandons de cesser d'œuvrer pour l'extension de votre mandat présidentiel et parallèlement de soutenir la Commission électorale nationale dans l'organisation d'élections générales libres, justes et transparentes plus tard dans l'année.

Par ailleurs, nous, Sections nationales de Transparency International, vous demandons également de respecter l'ordre constitutionnel de votre pays, de manière à garantir la sécurité des institutions démocratiques nigériennes afin de libérer et consolider l'espace de participation au processus politique nécessaire à la société civile.

Seuls de tels engagements pourront garantir aux citoyens de votre pays, et au monde démocratique en général, que le Niger continuera de suivre la voie de la bonne gouvernance et du respect de l'Etat de droit amorcé ces dix dernières années.

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Président de la République du Niger, l'expression de nos sentiments distingués.

Les quarante-huit sections nationales de Transparency International en :

Albanie	Allemagne	Australie
Azerbaïdjan	Bangladesh	Belgique
Bosnie et Herzégovine	Cameroun	Colombie
Corée du Sud	Croatie	États-Unis d'Amérique
France	Géorgie	Ghana
Grèce	Guinée	Haïti
Hongrie	Indonésie	Irlande
Israël	Italie	Kenya
Kosovo	Macédoine	Madagascar
Moldova	Mongolie	Monténégro
Népal	Ouganda	Pakistan
Palestine	Philippines	République Dominicaine
République Tchèque	Roumanie	Royaume Uni
Serbie	Sierra Leone	Slovénie
Sri Lanka	Suisse	Trinidad et Tobago
Vanuatu	Zambie	Zimbabwe